

AVIS DE MARCHÉ

Marché de services d'enquête et de sécurité, à l'exclusion des services des véhicules blindés

Directive 2004/18/CE

SECTION I: POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT

SEMOVIM

Sylvie MULLER

Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

Tél : +33 442413939

Fax : +33 442413930

Email : s.muller@semovim-martigues.com

Adresse(s) internet

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenus

MME Sylvie MULLER

SEMOVIM

Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

Tél : +33 442413939

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents peuvent être obtenus

SEMOVIM

Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

URL : <http://www.agysoft.marcoweb.fr>

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées

SEMOVIM

Hôtellerie Côte Bleue Le Bateau Blanc - Batiment D B.P. 20218

13698 Martigues Cedex

URL : <http://agysoft.marcoweb.fr>

Adresse de l'autre pouvoir adjudicateur pour le compte duquel le pouvoir adjudicateur agit

I.2) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

autre

I.3) ACTIVITE PRINCIPALE

Tourisme

I.4) ATTRIBUTION DE MARCHÉ POUR LE COMPTE D'AUTRES POUVOIRS ADJUDICATEURS

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

II.1) DESCRIPTION

II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation de services

MARTIGUES

Code NUTS : FR82

II.1.3) Information sur le marché public, l'accord cadre ou le système d'acquisition dynamique

L'avis concerne la mise en place d'un accord-cadre

II.1.4) Informations sur l'accord-cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur

Durée de l'accord cadre

En mois : 34

Estimation de la valeur totale des acquisitions pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre

valeur estimée hors TVA : 185000.00 Euros

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions

GARDIENNAGE ET SECURITE 2014

II.1.6) Classification CPV

Objet principal : 79710000

II.1.7) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

II.1.8) Lots

Division en lots : Oui

Il convient de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots

II.1.9) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Oui

II.2) QUANTITE OU ETENDUE DU MARCHE

II.2.1) Quantité ou étendue globale :

Marché séparé à bons de commande sans mini et maxi et un opérateur économique. Les marchés sont conclus pour une période de 10 mois à compter du 01/03/2014 jusqu'au 31/12/2014. Les marchés sont reconductibles pour 2 périodes de un an

II.2.2) Information sur les options

II.2.3) Reconduction :

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

II.3) DUREE DU MARCHE OU DELAI D'EXECUTION

INFORMATIONS SUR LES LOTS

Lot N° 1 Intitulé : GARDIENNAGE ET SECURITE DES PORTS

1) Description succincte

Zone d'intervention: Martigues, Les Laurons

2) Classification CPV

79710000

3) Quantité ou étendue

Montant estimatif : 80 000.00 Euros H.T

4) Durée du marché ou dates de début/d'achèvement

5) Informations complémentaires sur le lot

Lot N° 2 Intitulé : SECURITE ET GARDIENNAGE DU CAMPING YELLOH COTE BLEUE ET YELLOH LES CHALETS DE L

1) Description succincte

Zone d'intervention: la Couronne et Carro

2) Classification CPV

79710000

3) Quantité ou étendue

Montant estimatif : 75 000.00 Euros H.T

4) Durée du marché ou dates de début/d'achèvement

5) Informations complémentaires sur le lot

Lot N° 3 Intitulé : SECURITE ET GARDIENNAGE DES PARKINGS DU LITTORAL

1) Description succincte

Zone d'intervention: La Couronne- Carro- Sainte Croix

2) Classification CPV

79710000

3) Quantité ou étendue

Montant estimatif : 30 000.00 Euros H.T

4) Durée du marché ou dates de début/d'achèvement

5) Informations complémentaires sur le lot

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

III.1.1) Cautionnement et garanties exigés :

Aucune garantie financière n'est exigée

III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Caractéristiques des prix : Prix unitaires. Modalités de variation des prix : Révision Périodique. Annuelle. Modalité de règlement des comptes : selon les modalités définies au contrat. Par virement le 15. Le délai global de paiement est de 45 jours. Modalités de financements : budget d'exploitation

III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Groupement conjoint avec mandataire solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements

III.1.4) Autres conditions particulières

Oui, description de ces conditions :

La durée du contrat précitée est une durée maximum

III.2) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ; Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 8 Ord.2005; Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail ; Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat ; DC6 ou documents équivalents

III.2.2) Capacité économique et financière

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ; Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

III.2.3) Capacité technique

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ; Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ; Numéro d'agrément préfectoral de la Société et copie de l'arrêté de fonctionnement Copie de l'arrêté portant agrément du dirigeant

III.2.4) Informations sur les marchés réservés

III.3) CONDITIONS PROPRES AUX MARCHES DE SERVICES

III.3.1) Information relative à la profession

La prestation est réservée à une profession particulière : Non

III.3.2) Membres du personnel responsables de l'exécution du service

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation : Non

SECTION IV : PROCEDURES

IV.1) TYPE DE PROCEDURE

IV.1.1) Type de procédure

Ouverte

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer

IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue

IV.2) CRITERES D'ATTRIBUTION

IV.2.1) Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation)

IV.2.2) Une enchère électronique sera effectuée

Non

IV.3) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier

01SE2014

IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché

Non

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires

Documents non payants

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

18/02/2014 à 11 H 00

IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou participer aux candidats sélectionnés

IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

Français

IV.3.7) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours: 120

IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

VI.1) Renouvellement

Non

VI.2) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

VI.3) Informations complémentaires

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.minefe.gouv.fr. Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé.

Dématérialisation des procédures : L'organisme acheteur préconise la transmission des plis par voie papier. Il accepte cependant les plis adressés par d'autres moyens permettant d'en garantir la confidentialité et la date de réception. Les modalités de transmission électronique des plis sont définies dans le règlement de la consultation

VI.4) PROCEDURE DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

VI.4.2) Introduction des recours

VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS

08/01/2014

-

-